



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-3631>

Département(s) de publication : **92, 75, 95, 78, 93**

Annonce n° **25-3631**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Commune de La Garenne-Colombes

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Infogérance des systèmes d'information et des réseaux de la Ville

**Description** : Infogérance des systèmes d'information et des réseaux de la Ville

**Identifiant de la procédure** : 781a22f1-2a58-4704-90b5-9749a4680430

**Identifiant interne** : 2025-001

**Type de procédure** : Ouverte

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 72315200 Services de gestion de réseaux informatiques

##### 2.1.4 Informations générales

**Base juridique** :

Directive 2014/24/UE

##### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

Faillite : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

Corruption : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

Concordat : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

Participation à une organisation criminelle : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

Fraude : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

Insolvabilité : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

Biens administrés par un liquidateur : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

Motifs d'exclusion purement nationaux : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

Coupable d'une faute professionnelle grave : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

Paiement des cotisations de sécurité sociale : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

État de cessation d'activités : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

Paiement d'impôts et taxes : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans cas d'interdiction de soumissionner.

## **Section 5 - Lot**

### **5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001**

**Titre :** Infogérance des systèmes d'information et des réseaux de la Ville

**Description :** Infogérance des systèmes d'information et des réseaux de la Ville

**Identifiant interne :** 2025-001

#### **5.1.1 Objet**

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 72315200 Services de gestion de réseaux informatiques

**Options :**

**Description des options** : Possibilité d'utiliser les dispositions de la réglementation en vigueur pour modifier des prestations prévues initialement ou pour ajouter des prestations non prévues initialement.

### 5.1.3 Durée estimée

**Durée** : 48 Mois

### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)** : non

**Informations complémentaires** : Les prestations font l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes, avec minimum et maximum passé en application des articles R. 2162-1 à R.2162-6 et R. 2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique : - Montant minimum annuel : 40 000 Euros HT - Montant maximum annuel : 200 000 Euros HT

### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère** :

**Type** : Capacité économique et financière

**Description** : Se reporter à l'article 4.3 du Règlement de consultation.

**Critère** :

**Type** : Capacité technique et professionnelle

**Description** : Se reporter à l'article 4.3 du Règlement de consultation.

### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère** :

**Type** : Prix

**Description** : prix des prestations

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Description** : valeur technique et environnementale de l'offre

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 60

### 5.1.11 Documents de marché

**Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles** : français

**Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officieusement disponibles** : français

**Adresse des documents de marché** : <https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=899816&orgAcronyme=d6n>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=899816&orgAcronyme=d6n>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**Variantes** : Non autorisée

**Date limite de réception des offres** : 14/02/2025 à 18:00

**Date limite de validité de l'offre** : 180 Jour

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés** : Non

**Facturation en ligne** : Requise

**La commande en ligne sera utilisée** : non

**Le paiement en ligne sera utilisé** : non

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique** : non

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation** : Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

**Organisation chargée des procédures de recours** : Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours** : Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

**Organisation qui reçoit les demandes de participation** : Commune de La Garenne-Colombes

**Organisation qui traite les offres** : Commune de La Garenne-Colombes

## Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

**Nom officiel** : Commune de La Garenne-Colombes

**Numéro d'enregistrement** : 21920035900012

**Adresse postale** : 68 boulevard de la république

**Ville** : La garenne colombes

**Code postal** : 92250

**Subdivision pays (NUTS)** : Hauts-de-Seine ( FR105 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : marches.publics@lagarennecolombes.fr

**Téléphone** : 0172424094

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

8.1 ORG-0002

**Nom officiel** : Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

**Numéro d'enregistrement** : 17950702500015

**Adresse postale** : 2-4 boulevard de l'Hautil BP 30322

**Ville** : Cergy-pontoise

**Code postal** : 95027

**Subdivision pays (NUTS)** : Yvelines ( FR103 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

**Téléphone** : 0130173400

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

## Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis** : 57307acf-fe60-4fc1-81bd-7a6047b148e1 - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 13/01/2025 à 10:24

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

## 11.2 Informations relatives à la publication

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 13/01/2025